



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 09/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DECONS AQUITAINE (ex BMZ AUTOCASSE)

1701 route de Soulac
33290 Le Pian-Médoc

Références : 25-007
Code AIOT : 0005207820

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2024 dans l'établissement DECONS AQUITAINE (ex BMZ AUTOCASSE) implanté 8 allée de Chagneau 33460 Arsac. L'inspection a été annoncée le 26/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 17 décembre 2024 vise à vérifier le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral d'enregistrement dans le cadre de la mise en service de l'installation suite à l'extension géographique du site.

Actuellement, les installations ne sont pas encore exploitées dans les conditions prévues par la demande d'enregistrement. L'extension géographique a été réalisée. Les deux bâtiments abritant les deux aires de dépollution sont construits mais seul un bâtiment (situé au Nord-Est) est exploité. Le second bâtiment, situé au Sud-Est, sera mis en service au premier trimestre 2025.

Les deux bâtiments dédiés aux anciennes aires de dépollution seront démolis en 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DECONS AQUITAINE (ex BMZ AUTOCASSE)
- 8 allée de Chagneau 33460 Arsac
- Code AIOT : 0005207820
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DECONS AQUITAINE a repris, depuis le 1er juillet 2022, l'exploitation des installations d'entreposage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage (VHU) de la société BMZ AUTOCASSE sises 8, allée du Chagneau à Arsac (33460).

Le nouvel exploitant a augmenté la surface de l'installation (passage d'une surface initiale de 16514m² à 21930m², soit une augmentation de la surface de 5416m²) et déposé une demande d'enregistrement en date du 20 mars 2023. Cette demande a été actée par l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 14 février 2024.

Le site occupe les parcelles cadastrales 616, 634, 920, 714 et 760 de la section AT de la commune d'Arsac.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Evacuation des fumées	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 12 (extrait)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Accessibilité	Arrêté Préfectoral du 14/02/2024, article 2.1	Demande d'action corrective	3 mois
4	Dispositions de sécurité - installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18 (extrait)	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Défense incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21-I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Dispositifs de rétention	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25-V	Demande d'action corrective	3 mois
9	Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective,	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		26/11/2012, article 33	Demande de justificatif à l'exploitant	
10	Conditions d'entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 (extrait)	Demande d'action corrective	3 mois
11	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44	Demande d'action corrective	3 mois
12	Emissions sonores	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38-IV	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
13	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 14/02/2024, article 2.2.2.II (extrait)	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10	Sans objet
8	Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De nombreux écarts réglementaires sont relevés. Ils portent notamment sur les dispositions constructives (surface des exutoires d'évacuation de fumées, etc.), les moyens de lutte contre l'incendie, les conditions de stockage de VHU et les émissions sonores générées par l'activité. A ce stade, considérant d'une part que la majorité de ces non-conformités peuvent être soldées par des actions et mesures correctives pouvant être mises en œuvre rapidement, et d'autre part que l'activité de ce site débute, aucune mise en demeure n'est proposée. L'exploitant doit donc transmettre les justificatifs requis dans les délais fixés par le présent rapport, sans quoi un arrêté préfectoral de mise en demeure pourrait être proposé à monsieur le préfet de Gironde.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques des sols
Prescription contrôlée :
Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non

dépollués, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention.
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que l'ensemble des aires de stockage de véhicules hors d'usage (VHU) et de véhicules accidentés en attente d'expertise, des aires de dépollution et démontage de VHU et des voies d'accès et de circulation est recouvert par une dalle en béton étanche et munie d'un système permettant de récupérer les éventuels écoulements et les eaux pluviales de ruissellement sur ces zones.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Evacuation des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 12 (extrait)
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>[...] La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local.</p> <p>Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m² est prévue pour 250 m² de superficie projetée de toiture. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, dans le dossier de demande d'enregistrement, la surface prise en compte pour chacun des deux bâtiments est de 1490m², et la surface de désenfumage prévue est de 1490 x 2% = 29,8m².</p> <p>Durant l'inspection, il a été constaté que les deux bâtiments disposent chacun de 14 trappes de désenfumage (comme prévu dans le dossier d'enregistrement). Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser ni la surface exacte des exutoires, ni la surface des bâtiments. Il s'est engagé à se rapprocher du constructeur du bâtiment pour recueillir ces informations et récupérer le rapport de récolement de construction du bâtiment.</p> <p>Par ailleurs, comme le système de désenfumage a été mis en place au cours de l'année 2024, celui-ci n'a pas encore fait l'objet d'une vérification annuelle d'entretien et de maintenance. Néanmoins, le rapport de mise en service du système de désenfumage n'a pas pu être présenté. L'exploitant n'a donc pas justifié que ce dispositif est conçu et installé conformément aux normes en vigueur.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet, sous un délai de trois mois, les justificatifs attestant de la conformité du système d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel susvisé (notamment conformité de la surface d'ouverture des exutoires et du système de désenfumage).</p> <p>D'une manière générale, il est rappelé à l'exploitant qu'il convient de tenir à disposition de l'Inspection des installations classées l'ensemble des justificatifs attestant de la conformité de l'installation, et notamment des dispositions constructives, par rapport aux dispositions réglementaires applicables au site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2024, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Voie « engin »
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur la voie centrale traversant le site et reliant les deux entrées au Nord-Est et au Nord-Ouest de l'installation conformément au plan joint en annexe 1 du présent arrêté. La voie « engins » est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les deux entrées Nord-Est et Nord-Ouest sont présentes.</p> <p>Une voie « engins » relie bien les deux accès à l'installation. Toutefois, sur la partie Est du site, les zones de stockage de VHU ne sont pas disposées conformément au plan des installations annexé à l'arrêté préfectoral d'enregistrement : deux rangées de deux VHU sur des glissières de quatre étages ont été mises en place entre les deux bâtiments alors que le plan du site joint à la demande d'enregistrement et annexé à l'arrêté préfectoral en vigueur prévoit une seule rangée de trois VHU (cf photos annexées au présent rapport). La voie « engins » mise en place n'est donc pas conforme à celle imposée par l'arrêté préfectoral en vigueur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant respecte le plan des stockages annexé à l'arrêté préfectoral en vigueur et met en place la voie « engins » conformément au plan précité sous un délai de trois mois. Il est rappelé à l'exploitant que la voie « engins » doit répondre aux caractéristiques exigés par les dispositions de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral en vigueur.</p> <p>D'une manière générale, l'exploitant doit respecter le plan des installations précité joint à la demande d'enregistrement et annexé à l'arrêté préfectoral en vigueur.</p> <p>À défaut, il lui appartient de solliciter une demande de modification des conditions d'exploitation selon les dispositions de l'article R. 512-46-23-II du code de l'environnement. Pour rappel, celle-ci</p>

doit être motivée et accompagnée de l'ensemble des éléments d'appréciation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Dispositions de sécurité - installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18 (extrait)
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 17 décembre 2024, l'exploitant a transmis le rapport de vérification des installations électriques réalisé par ALPES CONTROLE le 19 novembre 2024. Selon ce rapport, ce contrôle n'a porté que sur les bureaux et locaux sanitaires, les anciens ateliers de dépollution et le bâtiment 1 de dépollution de VHU.</p> <p>Le bâtiment 2 de dépollution de VHU était en cours d'aménagement le jour de l'opération d'entretien et de maintenance et n'a donc pas été vérifié. Le rapport indique qu'une vérification initiale des installations électriques devra être menée en fin de travaux.</p> <p>Le rapport précise également que les panneaux photovoltaïques en toiture des bâtiments sont en cours d'installation.</p> <p>Les conclusions font état de diverses observations (mises en place de dispositif de protection à prévoir, remplacement de câble d'alimentation, mise à la terre non vérifiée pour les appareils d'éclairage non accessibles, etc.).</p> <p>Actuellement, l'exploitant a indiqué qu'aucun travaux de réparation n'a été engagé, la vérification d'ALPES CONTROLE étant récente. Ceux-ci seront programmés dès que les devis auront été établis et validés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant remet en état les installations électriques du site sous un délai de trois mois. Les justificatifs (facture, bon de commandes travaux, PV d'intervention, etc.) sont transmis à l'Inspection des installations classées sous ce même délai.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et maintenance des dispositifs

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 9 ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).
A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h.
L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- un bac de sable lorsque des opérations de découpage au chalumeau sont effectuées sur le site.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

Le site dispose :

- d'une ligne téléphonique fixe au niveau des bureaux afin d'alerter les services de secours au besoin ;
- d'un plan des locaux représentant les moyens de lutte contre l'incendie et les zones de stockages de déchets du site. Toutefois, le plan est peu lisible et peu opérationnel ;
- d'extincteurs répartis sur l'ensemble du site. Les extincteurs étaient en cours d'installation au sein du bâtiment 2 le jour de l'inspection du 17 décembre 2024 (bâtiment non exploité

au jour de l'inspection). Les extincteurs du reste de l'installation ont été contrôlés par CHRONOFEU le 13 septembre 2024 : deux dispositifs ont été remplacés lors de cette intervention ;

- de deux RIA (robinets d'incendie armés) au niveau de chacun des deux bâtiments de dépollution : ceux-ci ont été mis en service récemment par CHRONOFEU et l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport d'installation selon les normes en vigueur ;
- de trois poteaux incendie situés à l'intérieur du site. La vérification d'entretien et de maintenance annuelle a été effectuée par CHRONOFEU le 20 septembre 2024 : aucun dysfonctionnement n'est relevé. Toutefois, l'essai en fonctionnement simultané réalisé durant ce contrôle a montré que le débit disponible sous un bar est de 52 m³/h (les essais individuels ont quant à eux mis en évidence des débits de 60 m³/h au minimum pour chacun des poteaux).

Pour rappel, le débit d'eau requis pour la défense incendie a été estimé à 210 m³/h sur la base du document D9 dans la demande d'enregistrement. L'exploitant avait prévu d'implanter une citerne souple d'un volume de 300m³ (au centre du site) ainsi que deux poteaux incendie (au niveau de chacune des 2 entrées du site) permettant de garantir un débit 60 m³/h en fonctionnement simultané.

Le jour de l'inspection :

- la réserve d'eau n'était pas mise en place. L'exploitant a fait part à l'Inspection de son souhait d'installer deux réserves d'eau d'un volume unitaire de 150 m³ en remplacement d'une unique réserve de 300 m³. Celles-ci seraient mises en place sous trois mois.
- le débit assuré par les 2 poteaux incendie présents sur site en fonctionnement simultané est seulement de 52 m³/h.

Au regard de ce qui précède, le débit d'eau requis pour la défense incendie n'est pas disponible.

Par ailleurs, les stockages de VHU en attente de dépollution et de véhicules accidentés en attente d'expertise ne sont pas organisés conformément au plan des stockages annexé à l'arrêté préfectoral en vigueur. En particulier, sur la partie Ouest, certains îlots de stockage ne sont pas espacés de plus de 10 mètres. Cette configuration est susceptible de modifier et d'augmenter la surface de référence prise en compte dans le calcul du débit requis (ce débit serait ainsi plus conséquent). Cette modification de l'implantation des stockages ne permet d'ailleurs pas d'assurer une défense incendie telle que prévue dans le dossier de demande d'enregistrement.

Le jour de l'inspection, aucun bac à sable, exigé dans le cas de découpage au chalumeau, n'était mis en place sur le site. Par courriel du 31 décembre 2024, l'exploitant a indiqué qu'aucune opération de ce type n'est exercée par les salariés de DECONS AQUITAINE mais que des opérations ponctuelles peuvent être réalisées par des entreprises extérieures lors d'éventuels travaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place les mesures correctives suivantes sous un délai de trois mois :

- transmettre les justificatifs d'installation des extincteurs au niveau du bâtiment 2 de dépollution de VHU selon les normes en vigueur ;
- transmettre les justificatifs d'installation des RIA selon les normes en vigueur ;
- mettre en place un bac à sable dans le cas où des opérations de découpage au chalumeau

sont envisagées ;

- mettre en place les moyens assurant le débit d'eau requis pour la défense incendie du site conformément à la demande d'enregistrement. Sur ce point, il convient également de respecter le plan des stockages en vigueur. Dans le cas où l'exploitant souhaite modifier le plan des stockages, il convient de solliciter, sous ce même délai, une modification des conditions d'exploitation et de réévaluer le débit d'eau requis pour la défense incendie selon la nouvelle configuration des stockages : les moyens de défense incendie nécessaires doivent être mis en œuvre en conséquence sous ce même délai;
- dans l'attente de la mise en conformité des moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant met en place une surveillance renforcée de ses installations (rondes, ...) pour assurer une détection la plus précoce possible de toute source d'ignition ou tout départ de feu.

Pour rappel, les réserves d'eau incendie doivent faire l'objet d'un essai de mise en aspiration de la citerne souple par le SDIS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21-I

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas

échéant, des modalités de leur manœuvre ;

- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 4 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

Constats :

À la date de l'inspection, l'exploitant n'avait pas entamé la rédaction du plan de défense incendie mais cette dernière est prévue pour le premier semestre 2025 (l'exploitant privilégie, dans un premier temps, la rédaction de ce document pour ses sites prioritaires, comme l'établissement du Pian Médoc).

Il prévoit également une formation de maniement des extincteurs courant 2025 pour le personnel du site d'Arsac.

Pour rappel, les dispositions relatives à la mise en place du plan de défense incendie sont applicables depuis le 1er juillet 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant rédige et met en place un plan de défense incendie pour le site d'Arsac sous un délai de trois mois. Une copie est transmise à l'Inspection des installations classées sous ce même délai.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Dispositifs de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25-V

Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des eaux d'extinction incendie

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont

stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe ;
- les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées.

Constats :

Le site est divisé en deux bassins versants (Nord-Ouest et Sud-Est). Les eaux d'extinction incendie sont collectées, selon le bassin versant sur lequel a lieu le sinistre, dans l'un des deux bassins de rétention mis en place sur les zones Nord-Ouest et Sud-Est présentant des volumes respectifs de 372 m³ et 588 m³.

Pour rappel, selon le dossier de demande d'enregistrement, le volume requis pour le confinement des eaux d'extinction estimé selon le document technique D9A est de 324 m³ pour la partie Nord-Ouest et 567 m³ pour la partie Sud-Est. Le volume de rétention nécessaire est donc disponible sur le site.

Néanmoins, les deux bassins de rétention sont également utilisés pour la collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Or, dans le cas où une partie des bassins serait remplie par les eaux pluviales, aucun système visuel ne permet de s'assurer en permanence de la disponibilité de ce volume.

L'exploitant a proposé la mise en place d'un système de règle lui permettant à tout instant d'évaluer le volume disponible (et notamment le volume maximal à ne pas dépasser pour conserver en permanence le volume nécessaire pour le confinement des eaux d'extinction incendie).

Chacun des bassins de rétention dispose d'une pompe de relevage. Le système d'obturation et d'isolement des réseaux du site est assuré par la coupure de ces pompes.

L'Inspection a constaté que les boutons d'arrêt des pompes sont positionnés au niveau des armoires de contrôle à proximité de chaque bassin.

La procédure de confinement des eaux incendie a été transmise par courriel du 17 décembre 2024. Cette consigne détaille la marche à suivre pour arrêter manuellement les pompes de

<p>relevage ainsi que les modalités de vérification de leur état de fonctionnement. Elle inclut notamment le plan de localisation des armoires de contrôle ainsi qu'une photographie précisant la localisation du bouton d'arrêt au niveau de l'armoire et les positions marche et arrêt des pompes. Seules les personnes formées (à savoir le responsable du site et son suppléant) sont habilités à couper manuellement les pompes de relevage.</p> <p>Le fonctionnement des pompes est contrôlé mensuellement mais les résultats ne sont pas tracés. Par courriel du 20 décembre 2024, l'exploitant a transmis le tableau mis en place pour tracer ces vérifications. Celui-ci n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection.</p> <p>En outre, la mise en place d'un système de détection incendie est en cours (seules certaines zones sont actuellement équipées). La fermeture automatique des pompes est asservie au système de détection incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en place, sous un délai de trois mois, un système permettant de s'assurer en permanence de la disponibilité du volume nécessaire dans les deux bassins de rétention pour le confinement des eaux d'extinction incendie.</p> <p>De plus, il consigne par écrit, sous ce même délai, les résultats des tests mensuels de fonctionnement des pompes de relevage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Collecte des effluents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (déboureur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant a indiqué que :

- les eaux pluviales issues des toitures des deux bâtiments sont évacuées sans traitement et infiltrées sur le terrain via deux noues d'infiltrations peu profondes ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (eaux pluviales de ruissellement sur les voies de circulations et les aires de stockages extérieures de VHU) sont collectées de manière gravitaire par un réseau spécifique et envoyées vers les deux bassins de rétention (l'un pour la partie Nord-Ouest du site et le second pour la partie Sud-Est). Elles transitent ensuite par un séparateur d'hydrocarbures pour la zone Nord-Ouest et par un séparateur d'hydrocarbures et des filtres à sable plantés de roseaux pour la zone Sud-Est. Ces eaux sont enfin rejetées au niveau de deux point de rejet dans le fossé collectif de la zone d'activités longeant le site, puis dans un ruisseau (ce ruisseau se déverse ensuite dans la Gironde via d'autres ruisseaux).

Ce mode de collecte correspond aux informations renseignées dans le dossier d'enregistrement.

Les deux séparateurs d'hydrocarbures seront nettoyés et vidangés deux fois par an. A noter que le séparateur de la partie Sud Est du site a été mis en place récemment et n'a donc pas encore fait l'objet d'entretien.

Le séparateur de la partie Nord-Ouest a été vidangé le 9 septembre 2024. Le BSD (bordereau de suivi de déchets) associé a été transmis par courriel du 17 décembre 2024 et n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 33

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées « à l'article 31 » est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à $10 \text{ m}^3/\text{j}$, l'exploitant effectue également une mesure en continu de ce débit.

Les résultats des mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Les résultats des mesures prescrites au présent article doivent être conservés pendant une durée d'au moins six ans à la disposition de l'inspection des installations classées.
<p>Constats :</p> <p>Les dernières analyses des rejets aqueux ont été réalisées pour les deux points de rejet le 22 novembre 2024 par EUROFINs. Les résultats respectent les valeurs limite d'émission en vigueur.</p> <p>Des analyses ont également été réalisées le 12 mars 2024 au point de rejet situé au Nord-Ouest du site (le séparateur sur cette partie du site étant déjà en place au moment de la reprise de l'exploitation par DECONS AQUITAINE contrairement au séparateur de la partie Sud-Est mis en place récemment). Les résultats sont conformes.</p> <p>Pour rappel, les dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur applicable à l'installation imposent une fréquence annuelle de surveillance des rejets aqueux.</p> <p>Seuls les résultats de mars 2024 sont saisis sur GIDAF.</p> <p>A noter que le cadre GIDAF doit être mis à jour par l'inspection des installations classées puisque celui-ci ne prend pas en compte le second point de rejet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre ses résultats de surveillance des rejets aqueux de son installation via l'application GIDAF conformément aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014. Les résultats des mesures de novembre 2024 doivent être saisis sur GIDAF sous un délai de trois mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Conditions d'entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution :</p> <p>[...]</p> <p>L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).</p> <p>Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois.</p> <p>L'opération d'enlèvement de la batterie est réalisée selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour tous les véhicules hors d'usage, la batterie de démarrage est déconnectée dès réception du véhicule hors d'usage puis enlevée dudit véhicule hors d'usage dans le premier mois de son

entreposage ;

- pour les véhicules hors d'usage électriques ou hybrides, un contrôle de sécurité de la batterie source d'alimentation principale est réalisé immédiatement par du personnel habilité, puis celle-ci est enlevée dudit véhicule hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ;
- pour les véhicules hors d'usage accidentés :

- les batteries de démarrage et de puissance sont retirées avant la fin du premier jour ouvré suivant la réception, sauf si le démontage de la batterie est impossible en moins de quatre heures ;

- après enlèvement, les batteries issues de ces véhicules hors d'usage sont stockées séparément des autres batteries.

La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention.

La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.

II. Entreposage des pneumatiques :

Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m³ et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres.

L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m³, la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation.

III. Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage :

Toutes les pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries.

Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention.

Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.

Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention.

Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation.

L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.

IV. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution :

Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.

Une zone accessible au public peut être aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés. Le démontage s'opère pendant les heures d'ouverture de l'installation. Des équipements de protection adéquates (gants, lunettes, chaussures...) sont mis à la disposition du public.

Constats :

Les VHU en attente de dépollution entre les deux bâtiments de dépollution sont entreposés sur des étagères (deux rangées de 2 VHU sur 4 niveaux). Les autres VHU ne sont pas empilés. Comme indiqué au point de contrôle 1, les aires de stockage sont étanches et munies de rétention.

Les VHU en attente d'expertise sont stockés sur la partie Nord-Ouest du site, sur une zone signalée, recouverte par une dalle en béton étanche et munie d'un système de collecte des eaux pluviales et des éventuels écoulements.

Des véhicules incendiés sont stockés sur deux hauteurs sur une surface d'environ 200 m² à l'ouest du site (cf photos en annexe du présent rapport). L'exploitant a indiqué qu'administrativement, ces véhicules sont en attente d'expertise pour pouvoir être enregistrés sur le site comme VHU. L'exploitant considère qu'au vu de l'état des véhicules, ceux-ci correspondent à des VHU dépollués. Toutefois certains véhicules, incendiés seulement en partie, contiennent toujours par exemple les pneumatiques et pare-chocs (cf photos). Aussi, conformément aux cahiers des charges de « centre VHU » annexe à l'arrêté préfectoral d'enregistrement, ces véhicules ne peuvent être considérés comme dépollués et ne peuvent donc être empilés.

Selon l'exploitant, les batteries de tous les VHU sont débranchées dès leur arrivée sur site et sont retirées rapidement après réception des VHU sur site (sous moins d'un mois).

Durant l'inspection, des VHU étaient en cours de traitement au niveau de la chaîne de dépollution et de démontage en exploitation du bâtiment 1.

Les pièces extraites des VHU (moteurs, boîtes de vitesse, filtres, batteries, etc.) sont stockées à l'intérieur du bâtiment dans des bacs étanches situés de part et d'autre de la chaîne de dépollution. L'aire de dépollution (et par conséquent les bacs de stockage des pièces issus des VHU) est munie d'un système de rétention : les regards, présents au sol, sont reliés aux cuves GNR stockées sur rétention sous l'auvent du bâtiment, au niveau de l'entrée de l'atelier de dépollution. Les fluides issus des VHU sont récupérés et entreposés dans les cuves GNR précitées.

Les pneus issus des VHU sont stockés dans deux bennes de 30 m³, vers le centre du site.

Le site ne comporte aucune zone de démontage accessible au public.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant respecte, sous un délai de trois mois, les conditions d'entreposage exigées par la réglementation en vigueur des VHU non dépollués (en particulier au niveau de la zone de stockage des véhicules incendiés).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44
Thème(s) : Autre, Registre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ; - le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ; - le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ; - la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ; - le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.
<p>Constats :</p> <p>Les seuls déchets entrants sont les VHU. Le registre des VHU constitue ainsi le registre des déchets entrants. Celui-ci est tenu à jour sur le logiciel OPISTO.</p> <p>Un extrait de ce registre a été communiqué pour la période du 1 septembre au 30 novembre 2024 par courriel du 20 décembre 2024. Celui-ci ne comporte pas l'ensemble des informations requises par l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux installations de dépollution de VHU : la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du VHU ne sont pas indiquées.</p> <p>Les enlèvements de VHU dépollués sont également tracés sur ce registre.</p> <p>Il est constaté que celui-ci ne contient pas l'ensemble des informations requises par les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres de déchets entrants et sortants.</p> <p>Par ailleurs, un extrait du registre des déchets sortants de l'année 2024 a été communiqué par courriel du 17 décembre 2024. Ce dernier porte uniquement sur les déchets issus des VHU (pour rappel, les sorties de VHU dépollués sont tracées sur le registre des VHU précité). Il comporte l'ensemble des informations définies par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé.</p> <p>Un contrôle par sondage a été réalisé pour le véhicule réceptionné le jour de l'inspection et immatriculé CJ 548 XY.</p> <p>Ce véhicule (Fiat Punto) appartenait à Mme CELIKATES et a été cédé pour destruction le 16 décembre 2024 à la société DECONS AQUITAINE.</p> <p>Le dossier administratif de véhicule (récépissé de déclaration d'achat pour destruction, déclaration d'achat pour destruction, certificat de cession, carte grise et carte d'identité de l'ancien propriétaire) a été présenté à l'Inspection. L'ensemble des informations figurant dans ces</p>

documents est cohérent.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant met à jour et complète ses registres des déchets au regard des remarques figurant ci-dessus sous un délai de trois mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Emissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les six ans par une personne ou un organisme qualifié.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport des dernières mesures des émissions sonores a été transmis par courriel du 17 décembre 2024. Celles-ci ont été réalisées le 20 février 2023 par ASSYST ENVIRONNEMENT.</p> <p>Dans le paragraphe 4.2, le rapport mentionne que l'arrêté préfectoral encadrant l'exploitation du site n'impose pas de prescription particulière concernant les mesures de bruit et définit ainsi comme seule référence réglementaire l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées.</p> <p>Contrairement à ces indications, il est rappelé que les dispositions de l'article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement fixent des prescriptions relatives aux émissions sonores plus contraignantes que celles figurant dans les arrêtés ministériels du 23 janvier 1997 et du 26 novembre 2012 susvisés.</p> <p>Les résultats montrent que les niveaux de bruit en limite de propriété aux points 1 (55 dB), 2 (54 dB) et 3 (50,5 dB) dépassent donc le seuil réglementaire en vigueur pour la période de jour de 50 dB.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en place les mesures correctives nécessaires et respecte les seuils réglementaires exigés pour les niveaux de bruit en limite de propriété sous un délai de six mois.</p> <p>Il programme et réalise, sous ce même délai, de nouvelles mesures des émissions sonores afin de</p>

s'assurer du respect des seuils précités. Il s'assure notamment que les références réglementaires prises en compte par l'organisme de surveillance des émissions sonores sont correctes. Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées sous ce même délai.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 13 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2024, article 2.2.2.II (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées (des échantillons sont prélevés tous les semestres : un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux) : [tableau définissant le programme de surveillance]</p> <p>Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rapports des campagnes de mesures des eaux souterraines pour l'année 2024 ont été transmis par courriels du 17 et 20 décembre 2024. Les analyses ont été réalisées par ASS'TECH ENVIRONNEMENT en juillet et décembre 2024 au niveau des trois piézomètres.</p> <p>Les résultats mettent en évidence la présence de fer dans les eaux souterraines (y compris au niveau de l'ouvrage PZ1 situé en amont hydraulique). Selon le rapport, ces teneurs peuvent être liées à la nature aliotique des formations géologiques locales.</p> <p>Aucune anomalie significative n'est relevée. Sont toutefois observées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une augmentation significative de plomb au droit de l'ouvrage PZ2 (en aval hydraulique au Nord-Est du site) ; la teneur relevée reste inférieure à la valeur de référence retenue. • la présence de PCB au droit de l'ouvrage PZ3 au Nord du site. <p>Le bureau d'études conclut à l'absence de dégradation significative de la qualité des eaux souterraines et souligne qu'une attention particulière doit être portée sur l'évolution des impacts mis en évidence en plomb au droit de PZ2 et en PCB au niveau de PZ3 (voire une contre-analyse au niveau de l'ouvrage PZ3).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant programme et réalise, au plus tard sous un délai de trois mois, la prochaine campagne de mesure en période des « hautes eaux ». Au regard des résultats obtenus, il se positionne par rapport aux impacts mis en évidence sur les ouvrages situés en aval hydraulique du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois